



10. Communication sur les risques entre les parties prenantes

Introduction

La communication sur les risques est un des trois volets, distincts mais intimement liés, de l'analyse des risques, tels que définis par la Commission du Codex alimentarius³⁵. C'est «l'échange interactif, tout au long du processus d'analyse des risques, d'informations et d'opinions sur les risques, les facteurs liés aux risques et les perceptions des risques, entre les responsables de leur évaluation et de leur gestion, les consommateurs, l'industrie, les milieux universitaires et les autres parties intéressées, et notamment l'explication des résultats de l'évaluation des risques et des fondements des décisions prises en matière de gestion des risques». Avec l'analyse des risques et la gestion des risques, la communication sur les risques fait partie intégrante de l'ensemble de l'analyse des risques d'un aliment dérivé de plantes à ADN recombiné. La communication sur les risques est la discipline qui permet de comprendre les risques scientifiques et technologiques et d'apprendre à les communiquer au sein d'une structure socio-politique (Powell, 2000).

Les processus adoptés pour évaluer les risques présumés pour la santé et la sécurité de l'environnement et les méthodes permettant de les gérer doivent être communiqués de manière simple et complète sans entrer dans des détails technologiques. Il est important expliquer clairement aux intéressés que si une plante cultivée génétiquement modifiée possède un gène bactérien codant pour une protéine spécifique, cela ne veut pas dire que la plante cultivée transformée abritera elle-même la bactérie, mais seulement qu'elle est maintenant capable, à partir de sa propre physiologie, de produire la nouvelle protéine en utilisant le gène qui était à l'origine présent dans la bactérie. Une fois ce postulat établi, la communication devrait être centrée sur les divers processus de réglementation visant à garantir que la technologie puisse être déployée sans danger et procurer des avantages aux utilisateurs finals.

Caractéristiques essentielles de la communication sur les risques

Selon la Commission du Codex Alimentarius (2003), dans le processus de l'analyse des risques, la communication sur les risques devrait présenter les caractéristiques suivantes:

La principale fonction de la communication sur les risques devrait être de garantir que toutes les informations et les opinions nécessaires à une gestion efficace des risques soient prises en compte dans le processus de prise de décision. La communication devrait notamment expliquer de façon transparente la politique d'évaluation des risques et l'évaluation des risques, notamment les incertitudes. Elle devrait aussi indiquer clairement la nécessité d'adopter des normes ou des textes apparentés spécifiques, ainsi que les procédures suivies pour les définir, notamment la manière dont l'incertitude a été traitée. Elle devrait faire état de toutes les contraintes, incertitudes et hypothèses et de leur incidence sur l'analyse des risques, ainsi que des opinions minoritaires qui ont été exprimées au cours de l'évaluation des risques. Cependant, même si ces informations sont en principe transparentes et accessibles à toutes les parties

³⁵ *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex alimentarius* (adoptés par la Commission du Codex Alimentarius, à sa 26ème Session, 2003; Manuel de Procédure de la Commission du Codex Alimentarius; 13ème édition).

Encart 10.1. La communication sur les risques dans le processus de l'analyse des risques

1. promouvoir la prise de conscience et la compréhension des enjeux spécifiques pris en compte pendant l'analyse des risques;
2. promouvoir la cohérence et la transparence dans la formulation des options et des recommandations de gestion des risques;
3. fournir une base solide pour la compréhension des décisions de gestion des risques proposées;
4. améliorer l'efficacité et l'efficience globales de l'analyse des risques;
5. renforcer les relations de travail entre les participants;
6. favoriser la compréhension du public afin de renforcer la confiance dans la sécurité de l'offre alimentaire;
7. promouvoir l'implication appropriée de toutes les parties intéressées;
8. échanger des informations relatives aux préoccupations des parties intéressées sur les risques associés aux aliments.

intéressées, il convient de mettre à disposition les informations sur l'analyse des risques tout en respectant l'éventuel souci légitime de préserver la confidentialité.

La communication sur les risques est un élément important des procédures de prévention des risques biotechnologiques qui garantit l'acceptation par le public des aliments dérivés de plantes à ADN recombiné. Il est crucial, pour rassurer les parties prenantes, de communiquer et d'interagir avec le grand public au sujet des risques et des mesures spécifiques qui ont été prises pour les atténuer avant que l'on commence à cultiver la plante à ADN recombiné ou que l'aliment qui en est dérivé soit mis sur le marché. Ce mécanisme permet aussi d'instaurer progressivement la confiance parmi les parties prenantes, tout au long des différentes phases de la mise au point de la plante à

ADN recombiné et des aliments qui en sont dérivés. Sans ce canal de communication, on perdrait une occasion d'informer les parties prenantes des efforts accomplis par les responsables de la réglementation pour réduire les risques qui ont été évalués pour la technologie considérée, et on favoriserait la diffusion de rumeurs infondées par des personnes mal informées, ou de messages trompeurs.

Les articles de la presse sur les aliments dérivés de plantes à ADN recombiné peuvent être polarisés sur la sécurité sanitaire plutôt que sur le risque; sur les progrès de la science plutôt que sur ses débordements; sur la compétitivité plutôt que sur la sécurité sanitaire (Powell et Leiss, 1997). L'analyse des médias est un instrument utile pour comprendre comment se forme l'opinion publique et découvrir ce que les gens disent et ce qu'on leur a dit. Cette étude des moyens d'information permet de se faire une idée du sens des réalités du public (Nelkin, 1987) et de leur perception des risques ou des avantages.

La communication sur les risques est articulée autour de deux éléments principaux: les aspects techniques qui englobent les dangers scientifiques mis en évidence au cours de l'évaluation des risques et les options de gestion découlant de l'évaluation; et les aspects non-techniques qui incluent les protocoles administratifs et les considérations éthiques et culturelles dans la société, tels qu'ils sont traités par les organismes de réglementation durant le processus de l'analyse des risques.

Communication réglementaire sur les risques

La communication réglementaire sur les risques prévoit tout d'abord de tenir les groupes de parties prenantes (sur l'ensemble de la filière alimentaire, c'est-à-dire: scientifiques, agriculteurs, commerçants, transformateurs, obtenteurs, intervenants du marché (détaillants) et consommateurs) informés de l'apparition d'une nouvelle technologie concernant une culture spécifique dès l'approbation du projet relatif à sa mise au point, par l'institution compétente. À partir de là, des méthodes doivent être conçues pour transmettre l'information sous une forme compréhensible tout au long des stades d'élaboration du produit jusqu'à sa mise sur le marché, de façon à mettre en confiance les parties prenantes principales à chaque stade.

Il est important de ne donner que des informations exactes, car la communication sur les risques tend à influencer les croyances psychologiques et culturelles. L'évaluation des risques scientifiques doit être accompagnée d'activités appropriées de gestion des risques et de communication fondées sur la recherche, pour fournir aux consommateurs, aux médias et aux autres intéressés une évaluation équilibrée et scientifiquement fondée des avantages et des risques potentiels d'une technologie particulière, et influencer positivement les décisions des



PRINCIPES DU CODEX PARAGRAPHE 22. Une communication efficace sur les risques est essentielle durant toutes les phases de l'évaluation et de la gestion des risques. C'est un processus interactif qui implique toutes les parties concernées, y compris le gouvernement, l'industrie, les milieux universitaires, les médias et les consommateurs

PRINCIPES DU CODEX PARAGRAPHE 23. La communication sur les risques devrait inclure des processus décisionnels transparents d'évaluation de la sécurité sanitaire et de gestion des risques. Ces processus devraient être totalement documentés à toutes les étapes et ouverts à la vérification publique, tout en respectant les préoccupations légitimes quant à la confidentialité des informations commerciales et industrielles. En particulier, les rapports préparés sur les évaluations de la sécurité sanitaire et les autres aspects du processus de décisions devraient être disponibles pour toutes les parties intéressées.

PRINCIPES DU CODEX PARAGRAPHE 24. Une communication efficace sur les risques devrait inclure des processus de consultation réceptifs. Ces processus de consultation devraient être interactifs. Les points de vue de toutes les parties intéressées devraient être recherchés et les questions pertinentes de sécurité sanitaire des aliments et de nutrition soulevées durant cette consultation devraient être prises en compte pendant le processus d'analyse des risques.

pouvoirs publics. La grande difficulté est de tenir compte des perceptions du public dans la formulation des politiques, sans enlever à la science son rôle prépondérant.

Les passages ci-après des Principes du Codex pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes (voir l'Annexe 1) traitent de la communication sur les risques.

La communication sur les risques sert à expliquer comment et pourquoi les décisions sont prises. Elle prend notamment acte de toutes les préoccupations exprimées par les parties prenantes, y compris le public, et explique comment les problèmes soulevés ont été traités. La communication sur les risques est donc un échange itératif entre les parties intéressées et les parties affectées, qui porte principalement mais pas seulement sur les risques. Dans la pratique, compte tenu de la multiplicité des parties prenantes impliquées dans la biotechnologie agricole, la communication sur les risques est dans une large mesure un dialogue non-technique sur les risques réels et perçus.

Il est largement admis que l'on pourrait et devrait faire davantage pour divulguer les informations concernant la sécurité sanitaire des nouveaux aliments, d'autant plus que la salubrité des aliments dérivés des plantes à ADN recombiné est une question qui préoccupe de plus en plus le consommateur. Les pays de l'OCDE et les organisations intergouvernementales sont à la recherche de nouveaux moyens pour partager leurs expériences. Ils s'efforcent de promouvoir la diffusion de l'information et d'aider les consommateurs à bien comprendre les questions de sécurité sanitaire (OECD, 2000). Un certain nombre de pays ont adopté des mesures pour favoriser les échanges d'informations sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des AGM avec le public. Ils ont notamment décidé de:

- a. inviter le public à faire des commentaires sur des rapports contenant des évaluations de sécurité sanitaire par des organismes d'évaluation scientifiques;
- b. dévoiler les données utilisées pour les évaluations de sécurité sanitaire à l'appui des demandes;
- c. publier les résultats des réunions des organismes d'évaluation de la sécurité sanitaire.

Les organismes de réglementation se sont activement engagés et consultent le public sur la sécurité sanitaire des aliments et sur sa réglementation. Certains de ces organismes appliquent une politique de dévoilement de toute l'information contenue dans les demandes d'autorisation (à l'exception de l'information commerciale confidentielle). L'internet est de plus en plus utilisé pour divulguer au public les informations sur l'évaluation de la sécurité sanitaire et les procédures d'approbation. C'est une bonne source d'information sur les plantes cultivées et les autres produits alimentaires qui ont été approuvés. Certains pays étudient les possibilités d'utiliser l'Internet pour diffuser à un plus large public les détails des dossiers de demande afin de rendre le processus d'évaluation aussi ouvert, transparent et accessible à tous que possible.

Le site BioTrack en ligne de l'OCDE (<http://www.oecd.org/ehs/service.htm>) est une source d'information précieuse sur l'évolution des réglementations dans les États Membres. On y trouve des renseignements sur les ministères ou les agences responsables ainsi que des informations détaillées sur les lois, les règlements ou les lignes directrices. Il y a également deux bases de données importantes: une sur les produits qui ont été commercialisés et l'autre sur les essais en champ de plantes génétiquement modifiées, qui ont été effectués dans des pays de l'OCDE.

La communication sur les risques: un processus de dialogue

La communication réglementaire sur les risques fournit des informations sur le cadre réglementaire et les processus mis au point pour évaluer et gérer les risques, tels que la formulation des politiques, les processus de demande, la participation des parties prenantes, les décisions spécifiques aux produits, et l'accès aux informations utilisées pour éclairer la prise de décision en matière de réglementation. Afin d'éviter des conflits d'intérêt réels ou perçus, de nombreux organismes de réglementation se cantonnent aux activités liées à la communication sur les risques, laissant à d'autres parties prenantes les activités de communication plus technologiques ou plus spécifiques aux produits. Il faut déployer autant d'effort pour recueillir les apports et les impressions des intéressés que pour divulguer l'information.

Pour être efficaces, les communicateurs doivent concevoir des mécanismes appropriés pour recevoir des informations en retour, les analyser et les utiliser en vue de revoir et d'améliorer la portée de leurs messages. Les informations en retour et les apports des parties prenantes permettent aux instances de réglementation et aux évaluateurs des risques d'identifier les préoccupations des parties prenantes et d'agir en conséquence. Souvent le moyen le plus efficace pour assurer la diffusion de l'information implique de renforcer les canaux existants. Par exemple, si les gouvernements publient des mises à jour dans les journaux locaux, elles seront surtout utiles à court terme pour communiquer les risques liés aux biotechnologies agricoles. Cependant, si les gouvernements comptent uniquement sur des mécanismes du type gazettes officielles, qui sont mal distribuées, pour informer le public, on devra se tourner vers d'autres mécanismes pour diffuser l'information aux groupes cibles et recevoir leurs avis.

La crédibilité d'un processus de communication est souvent garantie par la fourniture d'études techniques du processus, facilement compréhensibles. On peut par exemple faire réaliser des études expliquant les sciences et technologies utilisées dans le processus et les procédures de réglementation correspondantes (Beever et Kemp, 2000).

Les différents publics ou groupes de parties prenantes ont des besoins différents, d'où l'importance de comprendre un public bien avant de concevoir une communication qui lui est destinée. L'identification des besoins, des préoccupations, du niveau de connaissance, des opinions et des mécanismes de communication préférés du public visé, grâce à des consultations, facilite le développement d'un style de communication efficace.

Il convient aussi d'examiner avec attention le type de public pour sélectionner les meilleurs communicateurs. Pour être efficaces, les communicateurs doivent être crédibles et fiables, et une même personne n'est pas forcément adaptée à tous les groupes cibles. En outre, les communicateurs doivent avoir d'excellentes aptitudes d'expression orale et d'écoute. En général, la crédibilité des communicateurs dépend des contextes culturels et varie selon les sociétés et les secteurs.

Les deux grandes questions auxquelles il faut répondre au cours d'une communication sur les risques sont les suivantes: «Les aliments dérivés des plantes à ADN recombiné sont-ils sans danger?» et «Quels sont les aliments qui ont été génétiquement modifiés?». Cela soulève la question du choix et de la reconnaissance du type d'aliments dérivés de plantes à ADN recombiné que l'on peut trouver sur le marché. Pour répondre à ces questions, les organismes de réglementation diffusent généralement des informations sur le cadre de réglementation

Encadré 10.2. Considérations utiles pour la communication sur les risques**Bien cerner le public**

Il importe, lors de la formulation des messages comportant communication des risques, d'analyser le profil des destinataires afin de comprendre leurs motivations et leurs opinions. En d'autres termes, il convient d'étudier le public auquel on s'adresse, non seulement d'une manière générale, en tant que groupe, mais, dans toute la mesure du possible, en considérant les individus qui le composent, afin de saisir ses préoccupations et ses sentiments et de maintenir une voie de communication ouverte avec ses membres. En effet, l'écoute attentive de toutes les parties intéressées constitue un volet important de la communication des risques.

Impliquer les experts scientifiques

Dans leurs fonctions d'évaluateurs des risques, les experts scientifiques doivent être capables d'expliquer les concepts et les processus auxquels ils ont recours. Ils doivent être en mesure d'expliquer les résultats de leur évaluation ainsi que les données scientifiques, les hypothèses et les jugements subjectifs sur lesquels elle se fonde, afin que les gestionnaires du risque et les autres parties intéressées aient une compréhension claire des enjeux. Ils doivent en outre être capables d'indiquer clairement ce qu'ils savent et ce qu'ils ne savent pas et d'expliquer les incertitudes liées au processus d'évaluation. Par ailleurs, il faut que les gestionnaires du risque soient capables d'expliquer la manière dont ils parviennent aux décisions.

Faire appel à des experts en communication

Une bonne communication des risques suppose que l'on sache présenter des informations compréhensibles et utiles à toutes les parties intéressées. Il se peut que les gestionnaires du risque et les experts techniques ne disposent pas du temps ou des qualifications nécessaires à l'accomplissement de tâches complexes de communication des risques, telles que répondre aux besoins de différents publics (consommateurs en général, secteur industriel, médias, etc.) et préparer des messages efficaces. C'est pourquoi il importe d'obtenir, le plus tôt possible, l'intervention de personnes expertes en la matière. Ce savoir-faire aura été acquis, selon toute probabilité, au moyen de la formation et de l'expérience.

Constituer une source crédible d'information

Les informations provenant de sources crédibles ont plus de chances que les autres d'influencer la perception du public à l'égard du risque. La crédibilité accordée à une source par un public cible peut varier en fonction de la nature du danger, du contexte culturel, social et économique, ainsi que d'autres facteurs. Si le message a plusieurs sources et que sa forme est homogène, sa crédibilité s'en trouve renforcée. Les facteurs qui déterminent la crédibilité de la source sont, notamment, une compétence ou un savoir-faire reconnu, la fiabilité, l'équité et l'objectivité. À titre d'exemple, les termes que les consommateurs associent à une crédibilité élevée sont : factuel, bien informé, expert, bien-être public, responsable, franc et loyal et bonnes réalisations à son actif. Il importe de cultiver la confiance et la crédibilité, qui risquent d'être érodées, voire perdues, en cas de communication inefficace ou inappropriée. Les consommateurs consultés dans le cadre d'études ont indiqué que la méfiance et la faible crédibilité sont le résultat de l'exagération, de distorsions et de la perception d'un intérêt personnel.

Le communicateur efficace reconnaît la réalité des problèmes de l'heure, se montre ouvert quant au contenu et à la démarche et intervient en temps opportun. L'opportunité des messages est en effet de la plus haute importance, étant donné que nombre de controverses finissent par être polarisées sur la question «Pourquoi ne pas l'avoir dit plus tôt?», et non sur le risque lui-même. En outre, les omissions, les distorsions et les déclarations intéressées ne peuvent, à long terme, que nuire à la crédibilité.

Partager la responsabilité

Les organismes réglementaires gouvernementaux opérant aux niveaux national, régional et local ont une responsabilité fondamentale en matière de communication des risques. Le public s'attend à ce que le gouvernement assume la responsabilité principale de la gestion des risques pour la santé publique. Cela est vrai lorsque la décision en cause implique des contrôles réglementaires ou volontaires, mais c'est tout aussi vrai lorsque la décision gouvernementale consiste à ne prendre aucune mesure. Dans ce dernier cas, la communication reste essentielle, puisqu'il s'agit de justifier l'option jugée la meilleure, à savoir ne pas agir. Afin de comprendre les préoccupations du public et de s'assurer que les décisions en matière de gestion des risques répondent de façon adéquate à ces préoccupations, le gouvernement doit déterminer dans quelle mesure le public est informé et ce qu'il pense des différentes options prises en considération.

Les médias jouent un rôle essentiel dans le processus de communication et, de ce fait, partagent ces responsabilités. La communication concernant les risques immédiats pour la santé humaine, en particulier lorsque les conséquences pour la santé pourraient être graves, comme dans le cas de maladies d'origine alimentaire, ne saurait être traitée de la même manière que les préoccupations moins immédiates en matière de sécurité sanitaire des aliments. Quant au secteur industriel, il a également une responsabilité en matière de communication des risques, notamment lorsque ceux-ci découlent de ses produits ou de ses processus. Toutes les parties impliquées dans le processus, à savoir les autorités gouvernementales, le secteur industriel et les médias, ont une part de responsabilité dans le résultat de cette communication, même si les rôles respectifs peuvent différer. Étant donné que la prise de décision doit avoir un fondement scientifique, toutes les parties impliquées dans le processus de communication doivent être au fait des principes et des données de base qui étayent l'évaluation du risque ainsi que des politiques qui sous-tendent les décisions relatives à sa gestion.

Établir une distinction entre données scientifiques et jugements de valeur

Il est essentiel, lors de l'examen des options en matière de gestion des risques, de distinguer les «faits» des «valeurs». Au niveau concret, il est utile de dresser un bilan des faits connus et de les communiquer, tout en expliquant quelles sont les incertitudes associées aux décisions de gestion du risque qui seront proposées ou mises en œuvre. Le communicateur des risques a donc la responsabilité d'expliquer ce qui a été établi de façon factuelle et de bien définir les contours de cette connaissance. La notion de niveau acceptable de risque relève en partie d'un jugement de valeur. En conséquence, les communicateurs des risques doivent être en mesure de justifier le niveau de risque acceptable vis-à-vis du public. Pour un grand nombre de personnes, un aliment «sûr» est un aliment qui ne comporte strictement aucun risque, notion bien souvent inaccessible. En pratique, lorsqu'un aliment est déclaré «sûr», cela signifie qu'il présente une innocuité relative. Bien préciser cet aspect constitue l'une des fonctions importantes de la communication des risques.

Assurer la transparence

Si l'on veut que le public accepte le processus d'analyse du risque et ses conséquences, il faut que ce processus soit transparent. En matière d'analyse du risque, la transparence consiste, dans le respect des préoccupations légitimes de préservation de la confidentialité (par exemple des informations privées/protégées d'un fabricant), à maintenir un processus ouvert et offert à l'examen des parties intéressées. Il est essentiel, si l'on veut parvenir à la transparence, que la gestion des risques préserve une communication interactive efficace entre les gestionnaires du risque, le public et les parties intéressées.

national qui: désigne les autorités compétentes; énumère les exigences réglementaires relatives aux différents stades de développement du produit (recherche-développement, essais au champ ou en milieu confiné, évaluations de sécurité sanitaire avant la mise sur le marché); explique comment les évaluations de sécurité sanitaire sont réalisées et indique clairement comment les décisions sont prises, y compris les opportunités qu'a le public de participer aux décisions et les facteurs pris en compte par les décideurs. Des informations en retour sont également communiquées rapidement de façon à pouvoir donner des renseignements ou des éclaircissements supplémentaires aux parties intéressées.

Par ailleurs, beaucoup d'organismes de réglementation publient des synthèses des décisions concernant certains produits, qui fournissent des détails sur certains événements transgéniques.

Le rapport d'une Consultation mixte FAO/OMS d'experts sur l'application de la communication sur les risques aux normes alimentaires et à la sécurité sanitaire des aliments fournit une synthèse utile des principes de la communication sur les risques. Ces principes sont destinés à être appliqués par tous ceux qui interviennent dans la communication sur la réglementation et l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments dérivés des plantes à ADN recombiné³⁶.

La communication des risques dans l'évaluation de la sécurité sanitaire

La plupart des pays s'efforcent de fournir des informations claires et complètes sur les aliments dérivés de plantes à ADN recombiné, mais ces informations s'avèrent souvent trop complexes et multidisciplinaires pour être bien comprises par le public, sans risque de méprise ou d'ambiguïté. La grosse difficulté est de présenter l'information sous une forme adaptée aux différents publics sans que cela nuise à son exactitude. Il faut communiquer le plus de renseignements possible à travers le message pour permettre au consommateur de choisir en connaissance de cause d'accepter ou non l'aliment dérivé d'une plante transgénique, compte tenu du risque que cela implique. Le Comité consultatif canadien de la biotechnologie (CCCB, 2002) a envisagé les options ci-après:

- a. **Amélioration de l'information sur le système de réglementation.** Une première étape pourrait consister à améliorer la description et la communication des informations sur le système canadien de réglementation des AGM et des autres aliments nouveaux, et à s'assurer que le matériel fourni est complet, compréhensible et facilement accessible. Divers moyens d'information (Internet, brochures, articles, etc.) pourraient être utilisés pour élargir la diffusion des données. Le matériel pourrait être présenté sous des formes plus ou moins élaborées adaptées à diverses catégories de lecteurs.
- b. **Création d'un organe d'information centralisé.** Un organe centralisé d'information des consommateurs sur les biotechnologies alimentaires pourrait donner des renseignements sur la production alimentaire, les AGM et les autres nouveaux aliments issus de la biotechnologie, les lois et règlements pertinents, l'état des connaissances scientifiques, les perspectives concernant les questions éthiques et sociales, les travaux et recherches en cours, et l'appui qui peut être apporté aux activités du gouvernement dans ce domaine. Outre ce qui concerne les aliments traditionnels et les pratiques de sélection végétale, il serait opportun de fournir une description concrète des avantages, des risques et des incertitudes associés aux différents types d'aliments.
- c. **Promotion de la sensibilisation et de l'engagement du public.** Outre les options ci-dessus, un programme de communication proactif pourrait être utile pour mieux sensibiliser le public. Des sessions de dialogue avec le public pourraient offrir aux Canadiens des opportunités de faire part de leurs observations sur les AGM.

Le Biotechnology Consortium of India Limited (BCIL), un partenariat public-privé unique en son genre, est un autre portail de communication qui fournit toutes les informations d'ordre

³⁶ FAO. 1999. *L'application de la communication des risques aux normes alimentaires et à la sécurité sanitaire des aliments*. Etude FAO Alimentation et Nutrition 70. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <http://www.fao.org/docrep/009/x1271f/x1271f00.htm>

technique et social concernant l'évaluation de la biosécurité des activités commerciales et de recherche sur les techniques de recombinaison de l'ADN. Inspiré du concept de centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, le BCIL anime aussi des ateliers sur des thèmes spécifiques dans différentes régions du pays dans un forum ouvert à l'ensemble des parties prenantes et des organismes de réglementation (BCIL, 2007). Sur le site, des liens ou un accès par téléchargement à des études complètes peuvent être fournis, afin que les parties prenantes disposent des informations nécessaires pour bien comprendre les questions de sécurité sanitaire et les stratégies de gestion efficaces.

Références

- APUA. 2000. *Case study in regulatory issues connected with genetically engineered foods: genetically engineered corn runs into regulatory problems in Europe*. A joint project of the University of Illinois, Urbana and the Alliance for the Prudent Use of Antibiotics (Tufts University) to develop a network to monitor resistance in commensal bacteria. 22 pp. <http://www.agbios.com/docroot/articles/salyersreport.pdf>
- Beever, D.E. & Kemp, C.F. 2000. Safety issues associated with the DNA in animal feed derived from genetically modified crops. A review of scientific and regulatory procedures. *Nutr. Abstr. Rev. Series B: Livestock Feeds and Feeding*, 70: 175–182.
- Biotechnology Consortium of India Limited (BCIL). 2007. <http://bcil.nic.in>
- Comité Consultatif Canadien de la Biotechnologie (CCCB). 2002. *Améliorer la réglementation des AGM et des autres aliments nouveaux au Canada*. Ottawa, Canada <http://www.ic.gc.ca/eic/site/cbac-cccb.nsf/fra/ah00186.html>
- Commission du Codex Alimentarius. 2003. *Politiques de la commission du Codex Alimentarius en matière d'analyse des risques*. Rome. 30 Juin-3 Juillet 2003. ftp://ftp.fao.org/codex/alinorm03/al03_41f.pdf
- Defra. 2001. *Guidance on principles of best practice in the design of genetically modified plants*. Advisory Committee on Releases to the Environment, ACRE, March 2001. <http://www.defra.gov.uk/environment/acre/bestprac/consult/guidance/bp/index.htm>
- Commission européenne. 2003. *Guidance document for the risk assessment of genetically modified plants and derived food*. Comité scientifique directeur, Commission européenne. 6–7 mars 2003, Bruxelles. APUA. 2000. *Case study in regulatory issues connected with genetically engineered foods: genetically engineered corn runs into regulatory problems in Europe*. http://ec.europa.eu/food/fs/sc/ssc/out327_en.pdf
- FAO/OMS. 2000. *Aspects de la salubrité des aliments génétiquement modifiés d'origine végétale. Rapport d'une consultation conjointe d'experts FAO/OMS sur les aliments produits par biotechnologie*, 29. Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome et Organisation mondiale de la santé (OMS). <ftp://ftp.fao.org/docrep/nonfao/ae584f/ae584f00.pdf>
- FAO/OMS. 2001. *Consultation mixte FAO/OMS d'experts sur les aliments dérivés des biotechnologies. Evaluation de l'allergénicité des aliments génétiquement modifiés*. Rome, OMS/FAO, Janvier 2001. <ftp://ftp.fao.org/docrep/nonfao/y0820f/y0820f00.pdf>
- FAO/OMS. 2002. *Groupe spécial intergouvernemental du Codex sur les aliments dérivés des biotechnologies, troisième session*. Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, Yokohama, Japon, 4–8 Mars 2002. ftp://ftp.fao.org/codex/alinorm03/Al03_34f.pdf
- Kuiper, H.A., Kleter, G.A., Noteborn, H.P.J.M. & Kok, E.J. 2001. Assessment of the food safety issues related to genetically modified foods. *Plant J.*, 27: 503–528. <http://www.blackwell-synergy.com/doi/pdf/10.1046/j.1365-313X.2001.01119.x>
- Nelkin, D. 1987. *Selling science: how the press covers science and technology*. New York, W.H. Freeman and Company.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Site Internet Biotech Product Database, <http://webdomino1.oecd.org/ehs/bioprod.nsf>
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). Site Internet Biosécurité- Biotrack, http://www.oecd.org/departement/0,3355,fr_2649_34385_1_1_1_1_1,00.html
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Site Internet Task Force for the Safety of Novel Foods and Feeds. http://www.oecd.org/document/63/0,2340,en_2649_34391_1905919_1_1_1_1,00.html
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2000. *Consensus documents for the work on the safety of novel foods and feeds*. Organisation de coopération et de développement économiques. http://www.oecd.org/document/9/0,3343,en_2649_34391_1812041_1_1_1_1,00.html
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2000. *Rapport du Groupe d'étude sur la sécurité des nouveaux aliments destinés à la consommation humaine et animale*. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques. 72 pp.
- Powell, D. & Leiss, W. 1997. *Mad Cows And Mother's Milk: The Perils of Poor Risk Communication*. Kingston, Canada, McGill-Queen's University Press.
- Powell, D.A. 2000. Food safety and the consumer perils of poor risk communication. *Can. J. Anim. Sci.*, 80: 393–404 ●